



ASIE/JORDANIE - Préoccupation du Vicaire patriarcal pour la Jordanie du Patriarcat latin de Jérusalem s'agissant de la stabilité du royaume hachémite

Amman (Agence Fides) – « Hier, pour la première fois, dans les rues et sur les places d'Amman ont raisonné des slogans réclamant la fin du régime. Les mêmes mots d'ordre qui, de pays en pays, ont marqué le début des révoltes dans l'ensemble du monde arabe. Ici, le fait de réclamer la fin de la monarchie hachémite était récemment encore une chose impensable, comme une ligne rouge que personne n'avait, jusqu'à présent, osé franchir ». C'est ainsi que S.Exc. Mgr Maroun Lahham, Vicaire patriarcal pour la Jordanie du Patriarcat latin de Jérusalem décrit à l'Agence Fides le moment critique qu'a connu ces jours-ci le Royaume d'Abdallah II.

Alors que l'attention de la communauté internationale se concentre sur les événements trafiques de la guerre civile syrienne et sur les représailles israéliennes contre la bande de Gaza, la Jordanie semble elle aussi sur le point de se transformer en un nouveau front d'instabilité alors que le Royaume hachémite avait été jusqu'alors épargné. La contestation a été déclenchée par l'augmentation du prix de l'essence et des combustibles, dernier effet en date d'une crise économique qui porte actuellement les strates sociales moyennes en dessous du seuil de pauvreté. Les affrontements entre les manifestants et la police ont fait au moins deux morts. S.Exc. Mgr Lahham souligne une anomalie de la situation jordanienne par rapport aux dynamiques qui ont été celles des autres pays arabes : « Dans d'autres cas, comme en Egypte ou en Tunisie, les Frères musulmans et les groupes islamistes n'ont pas déclenché les soulèvements populaires mais ils se sont unis aux révoltes seulement dans un deuxième temps. En Jordanie, en revanche, ils apparaissent d'ores et déjà comme les protagonistes de la contestation, chevauchant le malaise social. Jusqu'ici – conclut Mgr Lahham – le Roi ne s'est pas prononcé publiquement sur les derniers événements. Espérons que la situation ne précipite pas vers des conflits et des violences ».

En octobre, le Roi Abdallah II avait dissous le Parlement et nommé un gouvernement provisoire chargé de la gestion du pays jusqu'aux prochaines élections législatives, prévues pour le 23 janvier 2013. Les Frères musulmans ont toujours confirmé leur volonté de boycotter le rendez-vous électoral, en demandant son renvoi.

(GV) (Agence Fides 17/11/2012).